



Cultiver l'espoir

Recommandations des
collectivités pour
l'élaboration d'une
politique canadienne sur
l'agriculture et
l'agroalimentaire

mars 2007



Agriculture and
Agri-Food Canada

Agriculture et
Agroalimentaire Canada



The Canadian **CED** Network

Le Réseau canadien de **DÉC**

Strengthening Canada's Communities

Des communautés plus fortes au Canada



Sous l'égide du Réseau canadien de développement économique communautaire

Préparé par : Edible Strategies Enterprise Ltd



Agriculture and
Agri-Food Canada

Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture et agroalimentaire Canada (AAC) est fier de participer à la production de cette publication. AAC s'engage à travailler avec nos partenaires du secteur pour sensibiliser davantage la population à l'importance du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Canada. AAC ne partage pas nécessairement les opinions contenues dans ce document.

Document publié par

© 2007, Le Réseau canadien de DÉC

211-620 View St., Victoria, BC V8W 1J6

Téléphone : (250) 386-9980 Sans frais : (877) 202-2268

Télécopieur : (250) 386-9984 Site Web : <http://www.ccednet-rcdec.ca>

La version électronique de ce document est publiée sur notre site Web.

Table des matières

Contexte.....	5
Initiative stratégique pour l’agriculture proposée par les collectivités	6
Processus d’élaboration de la politique.....	6
Processus de renouvellement du cadre stratégique pour l’agriculture.....	7
Réponse des collectivités aux enjeux du système alimentaire	8
Cadre théorique	10
Résumé des critiques du CSA.....	12
Analyse de la situation agricole au Canada	14
Commerce mondial et politique agricole au Canada	14
Crise du pétrole et changements climatiques	14
Échanges alimentaires.....	15
Tendances du marché : l’émergence du consommateur conscientieux	15
Demande des consommateurs pour des aliments locaux.....	15
Demande pour des aliments sains et nutritifs	15
Accès à une information fiable sur notre approvisionnement alimentaire	16
Alimentation biologique.....	16
Semences	16
Barrières commerciales non tarifaires.....	17
Production communautaire	17
Crise des revenus agricoles.....	17
Alimentation et culture.....	18
Intervention d’urgence.....	18
Innovation communautaire	19
Innovation commerciale : chaîne de valeurs ou réseau de commercialisation flexible	19
Innovation commerciale : nouvelle génération de coopératives	20
Innovation commerciale : entreprise d’économie sociale.....	20
Production soutenue par la communauté (PSC).....	21
Image de marque authentique et de qualité.....	21
Indicateurs géographiques.....	22
Groupes ethnoculturels et nouveaux marchés de spécialité.....	22
Financement patient et amical	22
Agriculture urbaine	23

Indicateurs de progrès véritable : produits de placement sociaux et environnementaux	23
Contributions non marchandes	24
<i>Marketing social</i>	24
<i>Éducation du public</i>	24
RECOMMANDATIONS des collectivités	25
Séparer les questions alimentaires des questions agroalimentaires : créer une politique sur les aliments sains	25
Séparer la politique sur les aliments locaux de la politique sur les aliments de base et les exportations agroalimentaires	26
Prioriser la résolution de la crise des revenus agricole	26
Surmonter les défis de l'accès à la terre	27
Relancer le système de gestion des approvisionnements	27
Soutenir le développement des micro et des petites entreprises alimentaires.....	27
S'attaquer aux faibles salaires et à la déqualification de la main-d'œuvre agricole	28
Lutter contre les anomalies du paradigme de sécurité alimentaire	28
Promouvoir une durabilité des collectivités rurales	28
Reconnaître le rôle des organismes communautaires et de la société civile.....	29
Reconnaître les occasions offertes par les changements climatiques en matière de production et de consommation alimentaire	30
Trouver des moyens pour accéder au financement.....	30

Contexte

Le Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDÉC) est un organisme démocratique populaire. Son effectif est constitué de plus de 650 organismes et praticiens de toutes les régions du Canada, qui mettent à contribution leurs expériences urbaines, rurales et nordiques ainsi que des compétences diverses en développement économique communautaire qui enrichissent le travail du RCDÉC. La mission du réseau est de promouvoir et d'appuyer le développement économique communautaire pour l'amélioration sociale, économique et environnementale des collectivités canadiennes.

Grâce au travail de ses membres, le RCDÉC reconnaît la participation active des organismes communautaires, des organisations de la société civile et des petites et moyennes entreprises canadiennes au sein de l'économie alimentaire à la résolution des problèmes et préoccupations de la communauté. Le RCDÉC, de concert avec un organisme membre, Edible Strategies Enterprise Ltd, a déterminé qu'il était nécessaire d'analyser cette action communautaire et de créer une position de principe soutenue par ses membres afin de faire entendre plus facilement leur voix dans le cadre des consultations sur le renouvellement du cadre stratégique agricole au Canada. Le projet multidimensionnel « Cultiver l'espoir » a été lancé en 2006 à titre de véhicule qui conduira cette voix à l'avant-scène.

Le cadre stratégique agricole oriente l'élaboration des ententes bilatérales entre les gouvernements fédéral et provinciaux ou territoriaux. Ce cadre est soutenu par cinq piliers : la gestion des risques économiques, la sûreté et la qualité des aliments, la science et l'innovation, l'environnement et le renouvellement. Puisque les ententes fédérales et provinciales arriveront à échéance en 2008, le gouvernement a lancé, au début de 2007, des consultations publiques ayant comme objectif de permettre aux intervenants de contribuer à l'élaboration d'un nouveau cadre stratégique agricole.

Initiative stratégique proposée par les collectivités en matière d'agriculture

Ce document examine les répercussions de la politique agricole et agroalimentaire et les questions qu'elle soulève au sein de la collectivité. De plus, il place à l'avant-plan les efforts actuels soutenus au sein du secteur agricole et agroalimentaire à l'échelle locale et régionale. C'est la « perspective des collectivités » de la politique agricole.

La perspective des collectivités émane de trois sources distinctes et repose sur des études et des dialogues menés en 2006 auprès d'organismes communautaires dans le cadre du projet Cultiver l'espoir. Ces trois sources sont :

- des organismes de bienfaisance qui tentent de régler les problèmes alimentaires tels que la faim et la malnutrition;
- des organismes communautaires qui développent des compétences en matière de production et de distribution alimentaire à l'échelle locale ou régionale;
- des petites ou moyennes entreprises alimentaires conformes à l'éthique et qui appartiennent à des groupes locaux.

Ces initiatives illustrent des valeurs qui favorisent la durabilité sur les plans social, culturel, écologique et économique et qui répondent à la demande croissante des consommateurs en aliments biologiques, sans OGM, produits localement et conformément à l'éthique¹.

Processus d'élaboration de la politique

Le projet Cultiver l'espoir avait pour but d'élaborer une politique comprenant les éléments suivants.

- Une bibliographie détaillée qui présente une vue d'ensemble des questions et problèmes agricoles et agroalimentaires qui préoccupent les organismes communautaires au Canada, aux États-Unis et en Europe. La bibliographie se trouve en annexe 4.
- Un numéro spécial de *Making Waves*, magazine trimestriel consacré au développement économique communautaire (DÉC), paru en septembre 2006. Intitulé « Cultiver l'espoir », le numéro spécial a été distribué à plus de cinq mille personnes et organismes, y compris à tous les membres du Parlement et aux membres du RCDÉC. Les articles proposent un cadre théorique pour une agriculture et un réseau alimentaire durables, et des pratiques améliorées pour la résolution à l'échelle locale des problèmes liés au système alimentaire. Ce numéro spécial a suscité un dialogue stimulant entre les membres du RCDÉC et les partenaires d'associations².
- De l'information recueillie dans le cadre d'échanges en ligne³.

¹ Décembre 2006; sondage Ipsos Reid sur l'attitude des consommateurs à l'égard des aliments produits localement.

² On peut trouver les articles du numéro « Cultiver l'espoir » de *Making Waves* à la page http://www.cedworks.com/mw1702f_02.html.

³ Un babillard électronique peut être consulté à <http://www.bulletinboards.com/message.cfm?comcode=MakeWave>.

- Une étude menée sur les documents d'orientation et initiatives de quatre organismes nationaux : la Fédération canadienne d'agriculture, le Syndicat national des cultivateurs, la *Politique agricole canadienne sous le regard des agricultrices* de Condition féminine Canada et le *Livre vert sur l'agriculture et l'environnement* du Réseau canadien de l'environnement (RCE) (voir annexe 2).
- Un sondage effectué auprès des membres du RCDÉC a débouché sur la création d'un nouveau comité sur l'élaboration des politiques agricoles et alimentaires (voir annexe 5).

Processus de renouvellement du cadre stratégique agricole

La version actuelle du cadre stratégique agricole et agroalimentaire fait actuellement l'objet d'une révision aux fins de mise à jour en 2008. Pour faciliter le processus, le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a créé une série d'outils de consultation, dont un document de travail, un document de principe, un document d'information économique et six documents thématiques.

Les principes du cadre stratégique agricole et agroalimentaire (CSA) sont illustrés ci-dessous avec l'analyse des principes selon la perspective de la collectivité représentée par les participants au projet Cultiver l'espoir.

Principes du CSA	PERSPECTIVE DES COLLECTIVITÉS
Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux soutiendront un secteur agricole et agroalimentaire rentable, axé sur le marché, innovateur et efficace, qui tire parti des occasions offertes au sein de la chaîne logistique en plus de renforcer la position du Canada sur le marché mondial par les actions suivantes.	Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux soutiendront un secteur agricole et agroalimentaire qui assure à tous les Canadiens un approvisionnement en aliments salubres, nutritifs, éthiques et écologiques produits par des agriculteurs canadiens vivant de leur exploitation par l'entremise des chaînes de valeur. Les collectivités souhaitent :
Promouvoir un secteur agricole et agroalimentaire concurrentiel et rentable qui saisit rapidement les occasions des marchés nationaux et mondiaux.	... promouvoir un secteur agricole et agroalimentaire durable qui tire parti efficacement des occasions du marché, principalement celles du marché intérieur, mais qui soutient le développement « d'indicateurs régionaux » pour faciliter sa participation au marché mondial de l'alimentation;
Permettre au secteur de créer et d'adopter de nouvelles technologies ainsi que des pratiques améliorées pour placer le Canada au premier rang de la production agricole.	... favoriser le développement des technologies appropriées, le soutien à la création de produits et l'amélioration des pratiques pour que les producteurs alimentaires locaux et régionaux obtiennent une marge de profit accrue dans la chaîne de valeur;
Favoriser un climat des affaires réglementé qui fait du Canada un chef de file mondial en innovation et en prospérité.	... favoriser un climat commercial réglementé qui soutient la régénération communautaire et entrepreneuriale des systèmes alimentaires locaux et régionaux;

<p>Encourager le secteur à profiter des occasions du marché en satisfaisant les besoins en constante évolution des consommateurs et des citoyens en matière de sécurité et de qualité alimentaires, de santé et bien-être, d'environnement et de ressources renouvelables.</p>	<p>... encourager l'utilisation des Indicateurs de progrès véritable (IPV), qui déterminent le rendement économique par la satisfaction des besoins des consommateurs en matière de salubrité et de qualité alimentaires, de santé et de bien-être et de protection de l'environnement, et en assurant des revenus décents aux agriculteurs et aux employés agricoles;</p>
<p>Préconiser un élargissement du marché et la précision des règles commerciales internationales, tout en agissant en accord avec nos obligations internationales pour réduire au minimum les possibilités d'imposition des droits compensatoires, pour ne pas sabrer dans les avantages intégraux des droits d'échanges commerciaux internationaux du Canada.</p>	<p>... préconiser des pratiques d'échange qui ne défavorisent pas les producteurs locaux du Canada ou d'autres pays en écartant la production alimentaire locale et la consommation des enjeux relatifs à la production de matières premières.</p>

En résumé, la prise en considération des préoccupations des collectivités se traduira par un virage vers une politique agricole canadienne qui soutient les mesures favorisant une alimentation saine, éthique et durable pour les Canadiens.

Réponse des collectivités aux enjeux du système alimentaire

Ce document vise à mettre en relief le point de vue des collectivités en montrant comment les approches locales contribuent au renforcement du système agricole et alimentaire canadien. Plus particulièrement, l'objectif de ce document est de fournir un argument en faveur de la prise en considération des préoccupations urgentes et évidentes des collectivités dans la nouvelle politique agricole canadienne. Nous souhaitons surtout nous assurer que les innovations proposées par les collectivités soient reconnues et appuyées par la nouvelle politique et les programmes qui s'y rattachent.

Le projet « Cultiver l'espoir » a permis d'établir une vaste gamme de réponses communautaires aux problèmes liés au système alimentaire. Ces réponses découlent de tentatives des groupes communautaires d'atténuer les effets d'un système alimentaire qui ne comble pas tous les besoins alimentaires et nutritionnels de la population. Elles sont présentées dans un tableau en annexe ainsi qu'à la page <http://www.cedworks.com/files/pdf/free/MW170226.pdf> (en anglais).

Les réponses proviennent d'organismes de bienfaisance et de développement communautaire et régional, d'entreprises d'économie sociale et de petites et moyennes entreprises. La majorité des activités sont tributaires du financement du gouvernement ou de fondations et d'un apport considérable de compétences bénévoles. Les activités du marché des entreprises d'économie sociale et des petites et moyennes entreprises peuvent être menées grâce au soutien de fondations, d'organismes d'investissement non traditionnel, de proches et d'organismes d'encadrement de petites entreprises exploitées au sein de la collectivité. Les propriétaires de ces

petites et moyennes entreprises perçoivent le changement des préférences des consommateurs et pénètrent souvent le marché à titre d’alliés des organismes communautaires. Dans l’ensemble, ces exploitations indiquent la voie du changement qui, avec le temps, influera sur le système. D’ici là, les moyens pour faciliter et soutenir ces approches veilleront à reconnaître que les aspirations manifestées par les Canadiens dans le cadre de leurs activités favorisent la création de nouvelles approches relativement à la politique agricole et agroalimentaire.

Cadre théorique

Le cadre théorique de ce document s'appuie sur le travail de MM. Lang et Heasman⁴. Ces derniers proposent une interprétation de la politique agricole et alimentaire selon trois différents points de vue aidant à comprendre les raisons pour lesquelles les collectivités sont aux prises avec les problèmes présentés dans le Tableau des réponses des collectivités. Lang et Heasman décrivent trois paradigmes. À la base, le paradigme dominant – le *Productionist Paradigm* (ou paradigme productiviste) préconise la production à tout prix. Il cède actuellement sa place à deux autres programmes. L'un d'eux se base sur l'intégration des sciences de la vie dans la politique alimentaire : le *Life Sciences Integrated Paragigm* (ou paradigme intégré des sciences de la vie). Les solutions « scientifiques » occupent une place de plus en plus importante (aliments génétiquement modifiés, élaboration d'aliments fonctionnels). L'autre, l'*Ecologically Integrated Paradigm* (EIP, ou paradigme intégré écologiquement), enracine l'approvisionnement alimentaire dans les besoins sociaux et écologiques⁵.

Figure 2 : Caractéristiques de chaque paradigme⁶

Caractéristiques	Paradigme productiviste	Paradigme des sciences de la vie	Paradigme intégré écologiquement
Facteurs	Engagement à réaliser des profits; recherche de gains immédiats par intensification	Intégration à la chaîne d'approvisionnement alimentaire par la science; contrôle de gestion serré	Environnement; réduction énergétique/des déchets; diversité de « la terre vers le haut »; réduction de certains apports; diversité dans les champs et à l'extérieur; réduction au minimum des risques par la diversité
Secteur alimentaire clé	Marchés de produits de base; agriculture à très grands moyens; transformation de masse pour marchés de masse	Utilisation des sciences de la vie (agroalimentaire) axée sur le capital; détaillants alimentaires dominent la chaîne d'approvisionnement; dépendance à une agriculture intensive pour des économies d'échelle	Intégration totale; accent mis sur une approche globale des systèmes agricoles (terres et bassins hydrographiques); renforcement de la biodiversité pour stabiliser et maximiser les rendements à long terme
Approche de l'industrie	Produits homogènes; supériorité de la quantité et de la productivité (flux) sur la qualité	Visé une application de la biotechnologie à l'échelle industrielle principalement pour l'agriculture, mais aussi graduellement pour la transformation (des enzymes en plus des OGM); mélange éléments chimiques et biologiques	Visé à mettre fin à la marginalisation des produits biologiques; inquiétudes devant l'augmentation de l'échelle de production et des capacités de contrôle de la qualité; utilisation sélective des biotechnologies (la fermentation, pas les OGM)
Orientation scientifique	Produits chimiques et pharmaceutiques	Lie génétique, biologie, ingénierie, nutrition; contrôle du labo au champ et à l'usine; science supposément un secteur neutre, mais adaptation selon le financement de l'industrie	Biologie; écologie; multidisciplinaire; la technologie agroécologique remplace les produits chimiques
Cadre stratégique	Généralement établi par les ministères de l'Agriculture; dépend des subventions	Approche ascendante, expertise; financé par les Finances et le Commerce; met au défi réglementation, industrie, politique et limites du public	Partenariat interministériel; besoin d'une collaboration des structures pédagogiques; promotion des avantages de la décentralisation et du travail d'équipe
Orientation consommateur	Produits bon marché, esthétiques, homogènes; commodités pour les femmes; soi-disant sécurité alimentaire	« Produits champions » (p. ex., aliments fonctionnels pour choix individuels); choix structuré; caractéristiques alimentaires conçues pour répondre aux demandes du	Les citoyens, pas des consommateurs; renforcement des liens entre la terre et la consommation; transparence accrue

⁴ LANG Timothy et Michael HEASMAN, *Food Wars: The Global Battle for Mouths, Minds and Markets*, 2004.

Note : M. Heasman est aujourd'hui attaché au département l'agriculture et des communautés rurales de l'Université de l'Alberta.

⁵ Michael HEASMAN, « Définir le futur de l'alimentation », *Making Waves*, numéro spécial « Cultiver l'espoir », 2006, p. 13

⁶ Reproduit avec la permission de Tim Lang et Michael Heasman. Source originale : *Food Wars: The Global Battle for Mouths, Minds and Markets*.

		marché	
Orientation du marché	Marchés nationaux; émergence des choix du consommateur; image de marque	Visées mondiales; dominance des grosses entreprises; « Sciences de la vie » est le seul modèle commercial généralisé	Concentration régionale et locale – « biorégionalisme »; inquiétudes devant une agriculture d'exportation; favorise les petites entreprises, mais de plus en plus adopté par de grandes entreprises
Hypothèses environnementales	Énergie bon marché pour services et transport; ressources naturelles limitées; monoculture; rejet des déchets/pollution	Utilisation intensive de ressources biologiques; soi-disant avantages pour l'écosalubrité	Ressources limitées; abandonner la monoculture extensive et la dépendance aux combustibles fossiles; combiner environnement, nature et conservation aux politiques industrielles et sociales
Soutien politique	Historiquement fort, mais actuellement en déclin selon les luttes pour obtenir des subventions	Croissance rapide; divergences d'opinion entre pays riches et pauvres sur l'interprétation du paradigme des sciences de la vie	Faible, mais fondement de plus en plus solide dans beaucoup de pays; fusions de « mouvements » fragmentés en quête de visibilité
Rôle du savoir	Agroéconomistes aussi importants que les scientifiques	Approche ascendante; compétences et savoir-faire de pointe; laboratoires scientifiques	Axé sur la connaissance plutôt que sur les ressources; savoir-faire tout au long de la chaîne d'approvisionnement; pouvoir de la connaissance
Approche en matière de santé	Marginal; prétend que la santé dépend d'un approvisionnement suffisant	S'appuie sur un impact nouveau, mais non prouvé; défend les solutions techniques à la santé par des dépistages individuels; cherche à améliorer les caractères spécifiques de cultures au profit de la santé humaine	Se présente comme un choix « santé », mais sans base scientifique solide; promotion d'une diète diversifiée

Le paradigme intégré écologiquement suit les principes et les pratiques du développement économique communautaire et correspond aux préoccupations majeures des collectivités canadiennes.

Résumé des critiques du CSA

Cette section résume les thèmes principaux qui découlent de quatre documents rédigés par d'autres groupes canadiens de la société civile faisant écho aux préoccupations des collectivités. La liste complète des recommandations au CSA proposées dans ces quatre documents se trouve en annexe 4. Voici les thèmes principaux soulevés :

- absence de politique sur l'approvisionnement intérieur;
- risque de disparition des collectivités agricoles;
- prise de conscience croissante par la population canadienne de la vulnérabilité du système alimentaire au Canada.

À l'heure actuelle, les résultats du CSA sont principalement axés sur les infrastructures d'exportation et offrent peu de reconnaissance ou de soutien à une approche systématique pour une production nationale de qualité. La politique actuelle n'assure pas un accès pour tous les Canadiens à un approvisionnement alimentaire sain et durable. Bon nombre de régions, même celles reconnues pour leur production agricole, ne produisent pas la nourriture consommée au Canada (par exemple, l'utilisation croissante de la Banque d'alimentation par les agriculteurs des Prairies illustre cette anomalie). Les régions agricoles importent des aliments qu'elles pourraient cultiver sur place. Ce phénomène de « redondance commerciale » inquiète grandement les collectivités locales⁷. Les agriculteurs quittent leurs terres en raison de la crise des revenus agricoles. Les collectivités agricoles peinent à survivre. Cette situation s'accroît, car les jeunes s'éloignent des professions agricoles et le « vide » créé dans les années 1980 dans l'infrastructure du secteur régional de la transformation des aliments n'a jamais été rempli.

Les menaces découlant de l'augmentation des coûts énergétiques à la suite de la crise des réserves de pétrole, des changements climatiques, des crises liées à la salubrité alimentaire et de catastrophes naturelles ont indiqué aux Canadiens la vulnérabilité de leur système alimentaire. Des organismes communautaires (OC) d'un océan à l'autre se soulèvent et exigent une sécurité et une souveraineté alimentaires accrues. Les OC demandent le retour à un système agricole durable pour retrouver l'intégrité et la sécurité d'un système alimentaire sain pour tous les Canadiens ainsi qu'une économie alimentaire viable. Les OC souhaitent que les producteurs et les transformateurs prospèrent dans les marchés locaux et régionaux. Pendant que les OC ruraux s'acharnent à trouver de nouvelles solutions pour assurer leur avenir économique, les exploitations familiales déclinent à un rythme effarant. Les OC ruraux se bousculent pour offrir un appui social aux agriculteurs écrasés par la crise des revenus agricoles, et ils essaient de trouver des moyens pour attirer les « jeunes exilés de la terre ». Les organismes communautaires

⁷ **Judy Maan Miedema (planificatrice en santé publique), A Study of Redundant Trade in Waterloo Region, [En ligne], Region of Waterloo Public Health, février 2006, [http://www.region.waterloo.on.ca/web/region.nsf/97dfc347666efede85256e590071a3d4/BC5A659B6394CB718525722D006E344E/\\$file/Redundant%20Trade%20Report.pdf?OpenElement](http://www.region.waterloo.on.ca/web/region.nsf/97dfc347666efede85256e590071a3d4/BC5A659B6394CB718525722D006E344E/$file/Redundant%20Trade%20Report.pdf?OpenElement) (information consultée le 11 mars 2007)**

font la promotion d'une bonne santé et d'une alimentation saine. La population est très sensibilisée à l'importance d'une saine alimentation dans la prévention et la diminution des maladies. Les campagnes menées par les citoyens pour éliminer la malbouffe des écoles, éliminer les gras trans ou promouvoir la consommation locale illustrent le pouvoir de l'action communautaire.

Analyse de la situation agricole au Canada

Voici un aperçu important des facteurs mondiaux et locaux qui affectent les collectivités, mais qui dépassent leur champ d'action. Il s'agit d'une analyse officielle de la situation agricole au Canada.

Commerce mondial et politique agricole au Canada

Les problèmes qui découlent des subventions déloyales des É.-U. aux produits agricoles et des conséquences sur le commerce des produits agricoles ont créé de nombreux conflits lors des négociations commerciales internationales. Le Cycle de Doha s'est récemment soldé par un échec, puisqu'un grand nombre de pays du Sud ont décidé de refuser d'adopter un régime commercial qui détruisait leur propre système alimentaire. Les organisations citoyennes d'un grand nombre de pays sollicitent une protection de leurs marchés alimentaires intérieurs, alors que sous les politiques commerciales actuelles, les problèmes de famine et la faim liée à la pauvreté abondent sur la planète. Les États-Unis maintiennent leurs subventions élevées, ce qui déforme les prix et cause une surestimation des coûts des produits canadiens par rapport aux importations. Cette guerre des prix est à la base de la crise des revenus agricoles au Canada. Les collectivités affirment que les aliments sont une nécessité sociale de base et que tout le monde devrait avoir accès à des systèmes alimentaires locaux viables.

La tradition canadienne de gestion de l'approvisionnement (Commission canadienne du blé, *Milk Marketing Board*, etc.) assure des conditions de vie décentes à certains agriculteurs. Cependant, la gestion de l'approvisionnement est critiquée par les promoteurs du libre-échange. Ainsi, le programme de gestion de l'approvisionnement a été attaqué par les négociateurs étrangers. Les agriculteurs canadiens sont attachés à leur système de gestion, mais ils reconnaissent qu'il n'est pas toujours adapté à la demande. Les collectivités sollicitent une protection du système de gestion de l'approvisionnement, mais elles demandent aussi qu'on le réforme afin de faciliter la production locale destinée à la consommation locale, et de satisfaire aux demandes des consommateurs en produits spéciaux, comme les aliments biologiques, le poulet de grain, le porc nourri au pâturage, etc.

Crise du pétrole et changements climatiques

La crise du pétrole et les changements climatiques inquiètent les Canadiens. La majeure partie des aliments génèrent une forte consommation d'essence avant d'arriver dans les assiettes. Ceux-ci parcourent en moyenne 2 500 km du champ à la table, ce qui se traduit par une énorme consommation d'essence et la pollution atmosphérique. Les consommateurs et les organismes communautaires s'appuient sur ces faits pour encourager la consommation de produits locaux. La popularité du programme *100 Mile Diet* et l'intérêt grandissant porté aux systèmes d'alimentation locaux par les organismes municipaux démontrent que les consommateurs sont prêts à adopter un système alimentaire durable.

Échanges alimentaires

Certaines collectivités essaient de suivre les mouvements de la redondance commerciale. La redondance commerciale est un outil de mesure qui détecte les importations et les exportations de produits alimentaires similaires. La production locale est exportée alors qu'on importe les mêmes produits. En d'autres mots, l'importation de tomates bon marché ôtera tous les atouts d'une production locale de tomates sur le marché. Notre dépendance aux importations de produits alimentaires nous rend vulnérables aux manipulations extérieures et très vulnérables aux situations d'urgence. Ces échanges alimentaires entretiennent également les prix des aliments artificiellement bas. Les prix dont jouissent les Canadiens se situent à l'avant-dernier échelon du bas de l'échelle des prix mondiaux⁸. Cependant, les aliments bon marché ont des conséquences néfastes sur l'environnement et sur l'exploitation de la main-d'œuvre des pays du Sud, où les normes de travail sont moins élevées qu'au Canada.

Tendances du marché : l'émergence du consommateur consciencieux

« Les consommateurs canadiens deviennent plus perspicaces et préoccupés à propos de la nourriture qu'ils consomment. Sept nouvelles tendances majeures dans les préférences alimentaires des consommateurs peuvent actuellement être définies.⁹ » Voici les tendances : 1) acheter localement, 2) acheter la commodité, 3) acheter les spécialités, 4) acheter santé, 5) acheter biologique, 6) acheter la sécurité 7) acheter environnement.

Outre la création de nouvelles occasions d'affaires pour les entreprises locales, l'attitude du consommateur consciencieux gagne en crédibilité et en importance à titre de facteur de marché.

Demande d'aliments locaux par les consommateurs

La demande d'aliments locaux et l'intérêt pour ces derniers croissent, mais il est évident que la demande des consommateurs en aliments canadiens, salubres et nutritifs, de marques locales, de qualité supérieure n'est pas comblée. Les distributeurs et détaillants souhaitent corriger la situation en vendant des produits locaux, mais la capacité de production locale pour les marchés locaux est trop faible, voire inexistante dans la plupart des régions canadiennes. Les systèmes alimentaires locaux nécessitent des investissements importants pour se renouveler. Un récent sondage effectué par Ipsos Reid illustre cette tendance (voir le résumé en annexe 7). Les revues alimentaires qualifient les aliments locaux de tendance qui connaît le plus grand essor dans les marchés alimentaires mondial et locaux.

Demande d'aliments sains et nutritifs

Les consommateurs et les producteurs se préoccupent de la sécurité alimentaire. Toutefois, de petits exploitants notent que certaines règles favorisent les multinationales tout en créant des facteurs coûts importants pour les producteurs locaux ou régionaux avec très peu d'améliorations

⁸ Consulter l'article « Les aliments : quelques faits » du numéro spécial « Cultiver l'espoir » : <http://www.cedworks.com/files/pdf/free/MW170208F.pdf> (anglais).

⁹ MARK Sandra et Frank Moreland, « Les consommateurs canadiens consciencieux », *Making Waves*, 2006, p. 1.

en matière de sécurité alimentaire. La nouvelle réglementation sur la viande en Colombie-Britannique montre bien que les normes imposées aux « fermes industrielles » touchent les petits producteurs et les usines de transformation. Conséquemment, de nombreux transformateurs ferment leurs portes faute de pouvoir défrayer les nouvelles installations conformes aux exigences, des coûts qui seront non recouvrables.

La mise en place de ces normes suit son cours et a forcé beaucoup de petits producteurs à se retirer des affaires. Puisque les normes sont exigées dans un contexte international, les producteurs locaux et régionaux ont besoin d'un soutien technique et financier pour les aider à les respecter, à moins que soient reconnues les normes de la production alimentaire locale qui nous ont déjà bien servis.

Accès à une information fiable sur notre approvisionnement alimentaire

Statistique Canada recueille de l'information sur l'agriculture et l'alimentation. Les statistiques sur les aliments englobent malheureusement d'autres produits agricoles, par exemple les fleurs, le tabac et les produits de pépinière. On peut donc difficilement utiliser ces statistiques dans les études de marché et l'aménagement du territoire. Les petits entrepreneurs, urbanistes et décideurs ont besoin d'une information fiable qui traduit les tendances de façon précise à l'échelle locale. Il est particulièrement difficile d'évaluer la quantité d'aliments produits et consommés localement. Une tentative d'évaluation¹⁰ montre un niveau d'autosuffisance alimentaire très faible.

Alimentation biologique

De plus en plus de preuves démontrent qu'il est plus sain de consommer des aliments biologiques, et que les aliments locaux sont plus nutritifs que les aliments importés qui ont beaucoup voyagé. Les études scientifiques attestant ces avantages s'accumulent¹¹. Toutefois, les normes de certification des produits biologiques n'englobent aucune mesure garantissant une justice sociale ou considérant les « kilomètres-assiette ». Le mouvement « au-delà du biologique » cherche à rétablir ces faits et demande l'adoption des normes agricoles et la reconnaissance des « kilomètres-assiette » plutôt que se contenter de certifier une méthode de production.

Semences

Les organismes communautaires et les agriculteurs promeuvent la conservation des semences et recommandent la préservation de la diversité de notre patrimoine génétique. Le protocole d'enregistrement des variétés de semences menace les agriculteurs en les empêchant de conserver leurs semences, les forçant ainsi à augmenter leurs dépenses par l'achat de nouvelles

¹⁰ Un projet d'étude en Colombie-Britannique tente de cibler les besoins des consommateurs selon le *Guide alimentaire canadien* et mesure les aliments consommés par les Britanno-Colombiens ainsi que la proportion de ces aliments cultivée et produite dans la province. L'étude sera bientôt publiée par le gouvernement provincial. Le rapport du projet reconnaît que la province produit en effet des aliments qui ne figurent pas dans les recommandations du *Guide alimentaire canadien*, et explique qu'ils ne devraient donc pas entrer dans les calculs de l'autosuffisance alimentaire.

¹¹ Consulter « Vital for Life: Impacts of eating fruits and vegetables » http://www.ediblestrategies.com/fsd/gfb_2006_Vital_for_Life.pdf (en anglais seulement).

semences. Les consommateurs et organismes communautaires se mobilisent aussi contre la technologie Terminator et exigent l'interdiction des manipulations génétiques. Puisque le Canada a été un chef de file dans la promotion des produits génétiquement modifiés sur la scène mondiale, les efforts des collectivités se tournent maintenant vers l'étiquetage obligatoire des aliments génétiquement modifiés pour informer les consommateurs et leur permettre de voter avec leurs dollars.

Obstacles commerciaux non tarifaires

La crise de l'ESB a forcé les producteurs canadiens de viande à abattre au Canada les bovins destinés au marché intérieur. S'il existe une demande en viande locale et si une production à valeur ajoutée pouvait contribuer à l'amélioration des économies rurales, les infrastructures locales (petits abattoirs) doivent cependant être renouvelées. Les besoins en capital sont trop onéreux pour les petits producteurs. Certains créent des coopératives afin d'accumuler des ressources. Il faudrait une aide à l'investissement et un soutien technique pour que ces efforts portent des fruits.

Production communautaire

La majorité de nos aliments sont transformés à l'étranger en raison de la consolidation du système alimentaire par une poignée de grandes entreprises. Les coûts de revient sont faibles pour les consommateurs. On qualifie cette situation de « course vers le bas » et de « politique des aliments bon marché », puisque les faibles coûts sous-entendent souvent une exploitation de la main-d'œuvre, des collectivités et de l'environnement... L'article de Matt Hancock paru dans le numéro *Cultiver l'espoir*, « La sécurité alimentaire : la bonne voie », examine la situation actuelle et les solutions communautaires qui en découlent (<http://www.cedworks.com/files/pdf/free/MW170240F.pdf>).

La création de capacités de transformation locales et régionales constitue une priorité pour la délocalisation du système alimentaire. Le gouvernement a tendance à investir dans de grands centres axés sur les technologies de pointe et le savoir alors que selon le point de vue des collectivités, la priorité se situe à l'échelle des petits centres régionaux, dont l'accès au financement et à une aide technique leur permettrait de fournir des installations et un soutien technique.

Crise des revenus agricoles

Le Syndicat national des cultivateurs atteste que, pour une même année, les agriculteurs canadiens ont réalisé des revenus négatifs malgré un accroissement important des recettes¹². Cette situation a mené à un déclin rapide des exploitations et des agriculteurs depuis vingt ans. Le Syndicat national des cultivateurs a élaboré une stratégie en seize étapes pour renverser la crise des revenus¹³. Nous appuyons leur position. La perte des exploitations et des terres au profit

¹² En 2004, le revenu marchand net réalisé par les agriculteurs canadiens (Revenu net marchand) – un calcul qui soustrait les paiements du gouvernement – est tombé à moins 10 000 \$ par exploitation. La situation de l'année précédente étaient pire, avec un revenu marchand net de moins 16 000 \$ par exploitation. http://www.nfu.ca/briefs/2005/corporate_profits.pdf (information consultée le 11 mars 2007).

¹³ http://www.nfu.ca/briefs/2005/Ten_point_plan_to_end_farm_crisis_EIGHTEEN_FINAL.pdf (information consultée le 11 mars 2007)

des développements urbains soulève des inquiétudes partout au pays. Si les agriculteurs ne peuvent vivre de leurs revenus, il sera impossible de pallier la perte d'exploitation et de terres. Si les agriculteurs ne peuvent transférer leurs terres à des jeunes qui envisagent un avenir viable dans le secteur, il sera impossible de contenir la fuite de la relève en agriculture.

Les agriculteurs travaillent très fort pour diversifier leurs exploitations en participant à des programmes agricoles communautaires et agrotouristiques et en se consacrant à la création de produits et d'entreprises à valeur ajoutée. Ces initiatives ont un urgent besoin de soutien accru.

Alimentation et culture

Les bienfaits d'une alimentation locale sont mis en valeur par des chefs et des agriculteurs qui comprennent les avantages d'un tourisme culturel orienté vers l'alimentation. Le « tourisme culinaire » et l'agrotourisme sont des secteurs en croissance qui ne peuvent prospérer qu'avec des spécialités locales produites en quantités commerciales. La croissance rapide du marché des aliments étrangers enrichit l'expérience culturelle des régions du pays. Le soutien et la célébration de cette richesse exigent une aide pour construire des infrastructures dans chaque région.

Intervention d'urgence

Que pouvons-nous tirer de l'expérience du tsunami en Asie ou de l'ouragan de la Nouvelle-Orléans? Les systèmes centralisés de transport et de distribution alimentaire ne pouvaient évidemment pas livrer la nourriture. La vulnérabilité en situation d'urgence s'accroît avec la dépendance aux importations alimentaires. La gestion des stocks à la limite se traduit par une réserve alimentaire limitée à quelques jours. Le *Vancouver Food System Assessment*¹⁴ (projet d'évaluation du système alimentaire de Vancouver) a étudié le système d'intervention alimentaire d'urgence de Vancouver. Les résultats indiquent qu'en situation d'extrême urgence, la réserve alimentaire se limite aux équipes d'intervention et aux bénévoles. Un système alimentaire localisé et en réseau comprenant les infrastructures et les capacités adéquates renforcerait l'économie et assurerait une meilleure intervention en situation d'urgence. Un entreposage local, des congélateurs, des réfrigérateurs et des installations d'entreposage sous atmosphère contrôlée devront être installés dans les régions qui pourraient fournir une sécurité alimentaire locale de base aux citoyens pendant deux mois selon un processus de gestion Premier entré, premier sorti (PEPS).

¹⁴ Rapport du système alimentaire de Vancouver, http://www.ediblestrategies.com/fsd/2005_Vancouver_Food_Assessment.pdf (information consultée le 11 mars 2007)

Innovation communautaire

Notre système alimentaire préoccupe la population et les organismes communautaires. Cependant, ces derniers agissent en trouvant des moyens novateurs de régler ces problèmes. L'innovation communautaire se traduit par l'expérimentation de nouvelles formes d'entreprises, de nouveaux produits et services et de nouvelles initiatives en matière d'éducation du public et d'organisation communautaire. La contribution des organismes communautaires favorise la prise de conscience des questions alimentaires qui facilitera la résolution des problèmes à l'échelle locale. De nouvelles sources d'investissement stimuleraient l'innovation communautaire.

Nous pensons que la prise en considération des points de vue des collectivités dans la refonte de la politique agricole canadienne ne se fonde pas seulement sur les critiques de la situation actuelle, mais aussi sur un engagement et une responsabilité évidents et importants au sein de la société civile qui imagine de nouvelles façons de gérer les activités alimentaires.

Innovation commerciale : chaîne de valeur ou réseau de commercialisation souple

En Europe et en Amérique du Nord, on a imaginé de nouvelles formes d'entreprises pour les petits agriculteurs qui évaluent leurs options de survie. Ces stratégies réussissent à sauver des exploitations et à permettre aux petites entreprises de travailler ensemble pour obtenir les avantages que procurent les exploitations à grande échelle sans sacrifier les avantages des exploitations à petite échelle dont bénéficient les populations locales. On nomme l'une de ces stratégies le *Flexible Production/Marketing Network* (FMN, ou réseau souple de production/promotion). Dans le cadre de cette stratégie, les petites entreprises sont regroupées pour gagner en efficacité de production et de promotion, mais chacune conserve son identité et ses racines de petite entreprise locale de qualité. Les réseaux varient en taille et en objectifs, mais un certain nombre de petites entreprises coopèrent généralement dans le cadre d'un même contrat. Par exemple, un courtier négocie un contrat de production de plusieurs milliers de tonnes dont le travail sera réparti dans plusieurs petites entreprises.

Un autre exemple de FMN associe plusieurs entreprises à une « chaîne de montage » dans laquelle les étapes de production sont accomplies par des entreprises différentes. Grâce au lien qui unit les entreprises d'un FMN, la faiblesse d'une entreprise est compensée par les forces d'une autre. Un exemple qui illustre très bien cette approche se trouve en Italie du Nord.

La coopération locale et la capacité à produire pour les marchés internationaux très concurrentiels ne s'excluent pas nécessairement – au contraire, elles peuvent se mélanger comme l'huile et le vinaigre. Plus de 60 000 employés travaillent au service de quelque 1 800 coopératives de la région « rouge » d'Emilia-Romagna. Ces coopératives n'ont toutefois pas empêché la région d'accroître ses exportations internationales. Les petites et moyennes entreprises d'Emilia-Romagna – artisanales ou de haute technologie – forment une concurrence à l'échelle internationale et travaillent en coopération avec les secteurs industriels qui ont engendré la croissance la plus rapide de toutes les régions du pays... Autrefois une région agricole considérablement appauvrie, Emilia-Romagna

se situe aujourd'hui au deuxième rang des vingt régions d'Italie en revenu moyen par habitant. Elle arrive aussi au dixième rang des 122 régions de la Communauté européenne¹⁵.

Innovation commerciale : nouvelle génération de coopératives

Les *New Generation Co-operatives* (NGC, ou coopératives de la nouvelle génération) illustrent bien l'innovation communautaire. Une NGC crée une infrastructure qui répond aux changements rapides du milieu agricole. Trois facteurs ont notamment mené à la création des NGC et à l'établissement des conditions qui les régissent : l'intégration verticale des marchés agricoles (où les produits sont récoltés, réunis et distribués aux transformateurs), la demande des consommateurs en produits alimentaires spécialisés et en information sur la provenance des aliments et, au Canada, l'élimination de la subvention du Nid-de-Corbeau (c.-à-d. que les agriculteurs paient aujourd'hui la totalité des coûts de transport de leurs produits à destination des ports). Les réseaux sont essentiellement des installations de transformation qui appartiennent aux agriculteurs. La nouveauté se situe sur le plan de la structure de partage unique qui observe le principe « une voix par membre » et qui permet également la vente des parts de placement aux agriculteurs et aux investisseurs extérieurs.

La création des NGC et d'autres formes d'entreprises nécessite un soutien technique et un accès au financement.

Innovation commerciale : entreprise d'économie sociale

Les organismes communautaires et les petites entreprises conçoivent de nouvelles formes d'entreprises pour surmonter les défis du système alimentaire tout en sauvegardant les valeurs des communautés et des entreprises. Le rôle de mécanisme facilitant le développement des systèmes alimentaires locaux que revêt l'entreprise d'économie sociale est à revoir¹⁶. Une entreprise d'économie sociale est une entreprise qui intègre dans sa planification des objectifs sociaux et environnementaux et qui peut y inclure aussi des activités sans but lucratif organisées par des bénévoles de la collectivité. Puisque les consommateurs et la collectivité sont bien informés des problèmes du système alimentaire actuel, et qu'ils stimulent ainsi le changement, une contribution à la circulation de cette énergie dans les entreprises communautaires et les initiatives de coopération représenterait un bon investissement. Le récent investissement en économie sociale au Québec fait piaffer d'impatience le reste du pays qui attend un soutien similaire.

¹⁵ FITCH, Robert. « The cooperative economics of Italy's Emilia-Romagna holds a lesson for the U.S. In Bologna, Small Is Beautiful », *The Nation*, 1996.

¹⁶ Un examen préliminaire du rôle de l'entreprise d'économie sociale dans la production alimentaire locale est présenté dans MARK, Sandra et Frank Moreland, *Food System Assessment for the City of Vancouver Section 3: Food-Related Social Economy for Vancouver*, [En ligne], p. 79-102, 2005, http://www.ediblestrategies.com/fsd/2005_Vancouver_Food_Assessment.pdf (information consultée le 11 mars 2007).

Innovation de produits

Les micro-entreprises¹⁷ et petites entreprises¹⁸ alimentaires prolifèrent au Canada. Elles naissent dans les exploitations agricoles où les agriculteurs cherchent à diversifier leur ligne de produits, ou elles sont créées par des personnes ou des groupes qui découvrent un créneau dans le marché. Elles produisent souvent des produits inusités de qualité supérieure qui mériteraient d'être commercialisés; malheureusement, les installations et les services nécessaires font défaut. Aussi, le secteur de la transformation des aliments considère ces entreprises comme étant marginales et n'en appuie pas le développement; toutefois, d'autres compétences, par exemple comme dans plusieurs États américains, les voient comme des sources de nouveaux produits qui reflètent un caractère local. Ces producteurs ont besoin d'une infrastructure de soutien et profiteraient d'une stratégie de production soutenue par la collectivité comme celle décrite ci-dessous.

Production soutenue par la communauté (PSC)

La production soutenue par la communauté (PSC) s'appuie sur le modèle de l'agriculture soutenue par la communauté (ASC). La production locale s'étend de la ferme à l'usine. Les systèmes de production de la PSC ont plusieurs propriétaires : municipalités, coopératives, entreprises familiales et entreprises locales. L'orientation principale de la PSC est la délocalisation de la production et de la fabrication afin de réduire les dommages causés à l'environnement et l'érosion culturelle découlant de notre dépendance à une énergie bon marché et non durable. Des usines de fabrication alimentaire et de soutien technique seraient des éléments essentiels pour faciliter le développement de produits dans un contexte de système alimentaire réimplanté.

Actuellement, les petits transformateurs élaborent beaucoup de produits uniques, mais sans infrastructure adéquate, ces produits se contentent de petits marchés locaux. Une abondance de nouveaux produits et d'entreprises alimentaires intéressants est en attente d'une politique créant les conditions favorables à leur croissance.

Image de marque authentique et de qualité

Les entreprises qui placent l'approvisionnement alimentaire à la base des besoins sociaux et écologiques adhèrent à des programmes de certification biologique ou autres leur offrant un plan de normes techniques et d'assurance de la qualité et une tierce vérification. Ces stratégies de certification et d'image de marque nécessitent un soutien technique pour mettre en valeur une image de marque abordable pour le producteur ou le transformateur. Le programme Vintner Quality Assurance (VQA) de l'Ontario et de la Colombie-Britannique en est un bel exemple. Sous l'appellation VQA, les négociants en vin se soucient de la qualité plutôt que de la quantité. L'appellation VQA permet de réaliser une prime sur le prix de vente et permet aux producteurs relativement petits d'être concurrentiels sur le marché. Des projets innovants d'assurance de la qualité sont en cours dans bon nombre de secteurs appuyant les initiatives locales en matière

¹⁷ Les micro-entreprises emploient moins de cinq travailleurs, et la plupart n'en emploient qu'une.

¹⁸ Selon la Small Scale Food Processor Association (SSFPA, ou association des petits transformateurs d'aliments), une petite entreprise emploie moins de 25 travailleurs équivalents temps plein.

d'alimentation partout au pays. Ces approches exigent de la planification, des investissements et de la coordination, mais elles augurent bien à titre de soutien à la production alimentaire locale.

Indicateurs géographiques

Des indicateurs géographiques protègent les produits locaux caractérisés par leur origine. Les indicateurs géographiques (IG) ont été bénéfiques pour le système alimentaire européen. La loi définit les caractéristiques de certains produits alimentaires et détermine la région où la production en est légale. Non seulement cette approche assure-t-elle la réussite des producteurs locaux, mais elle permet la création de noms de produits qui acquièrent une identité dans le marché de l'exportation. Le gouvernement du Québec a adopté un projet de loi pour établir des indicateurs géographiques, mais le système est limité pour le moment. Un programme de développement d'indicateurs géographiques nécessiterait un soutien.

Groupes ethnoculturels et nouveaux marchés de spécialité

Certains groupes ethnoculturels et des cohortes d'individus d'âge et de revenus différents créent des marchés de spécialité qui orientent le développement du système alimentaire. Cette tendance repose sur des valeurs culturelles et locales et peut produire des retombées économiques à long terme. Le système alimentaire canadien commence à peine à réaliser les occasions offertes par le développement de produits-créneaux en faisant participer les autochtones, les immigrants et réfugiés et les groupes culturels à titre de source d'innovation.

Financement patient et amical

Les placements de capitaux du secteur agroalimentaire sont risqués en raison du piètre rendement récemment affiché par ce dernier. Le financement de nouveaux modèles d'entreprises et de nouveaux produits est particulièrement difficile à obtenir dans ce secteur. Les agriculteurs contractent des dettes énormes et anéantissent les fonds propres de leurs terres dans l'espoir de sauver leur exploitation. Il reste ainsi très peu de fonds propres dans le marché agricole privé à attribuer à de nouvelles initiatives. Il y a un urgent besoin de fonds propres, ou « capitaux patients et amicaux », afin de relancer un cycle d'investissement dans l'industrie alimentaire. Les capitaux patients se rapportent à l'argent qui peut servir au financement d'une entreprise qui possède des conditions de remboursement accessibles et à long terme. Par exemple, une entreprise pourrait ne rembourser que les intérêts pendant les cinq premières années d'exploitation.

Le *Funders for Sustainable Food Systems* (FSFS; les investisseurs pour des systèmes alimentaires durables) est un groupe californien de bailleurs de fonds publics et privés dont la mission est de promouvoir les systèmes alimentaires durables en Californie qui :

- protègent l'environnement, la santé humaine et le bien-être des animaux;
- soutiennent tous les éléments d'un secteur alimentaire rentable et offrent des conditions et une rémunération justes aux agriculteurs, aux pêcheurs et aux travailleurs;
- fournissent à la population des aliments produits localement, peu coûteux et sains;
- contribuent à la vitalité des collectivités rurales et urbaines et des liens qui les unissent.

Il serait important de s'inspirer d'un tel programme pour trouver et stimuler les investissements dans les nouvelles économies locales de l'alimentation. La motivation sous-jacente à la création de programmes d'aide au financement de l'alimentation écologique et des entreprises alimentaires réside dans les investissements directs que ces programmes apporteront aux collectivités rurales, dont un bon nombre s'est effondré ou décline pendant que les exploitations agricoles grossissent considérablement ou sont vendues à d'autres intérêts.

Agriculture urbaine

L'agriculture urbaine suscite un intérêt grandissant. Dans les pays où les pénuries alimentaires ont atteint des seuils critiques, la production alimentaire a ressurgi en région urbaine. Au lieu d'attendre un tel état d'urgence, nous devons reconnaître le grand potentiel de production alimentaire sur une base économique des régions urbaines où une combinaison de mesures de soutien est disponible. Les municipalités doivent envisager un règlement de zonage qui éliminerait les obstacles à de telles exploitations.

Les organismes communautaires promoteurs des jardins communautaires abondent et favorisent ainsi la production alimentaire urbaine. Un inventaire des institutions et des terres publiques déterminerait les sites potentiels de production. Par exemple, les jardins scolaires fourniraient des aliments frais aux enfants en plus de leur réenseigner le cycle alimentaire – une notion à peu près disparue du contexte urbain. Il faut proposer aux enfants et aux jeunes de la ville des activités liées à l'agriculture. Un programme urbain de type 4H constituerait un excellent moteur éducatif et une préparation aux métiers de l'agriculture pour les jeunes.

Indicateurs de progrès véritable : produits de placement sociaux et environnementaux

Pour que l'aménagement régional et local englobe les préoccupations économiques, sociales et écologiques, des projets communautaires de mesures comme les Indicateurs de progrès véritable apparaissent partout au pays. Les organismes communautaires mesurent les résultats économiques, environnementaux et sociaux selon les valeurs et les orientations futures déterminées par des groupes communautaires. Cette initiative correspond aux demandes des consommateurs consciencieux qui souhaitent connaître la provenance des aliments. Un soutien est nécessaire pour élaborer des outils et des procédures communs au secteur alimentaire qui tiennent compte de ces « résultats multiples ». Cela aiderait les investisseurs et les consommateurs qui cherchent à établir une norme de qualité pour les résultats éthiques des entreprises et organismes. Le bénévolat et les dons peuvent être attestés à titre d'investissements sociaux et de placements de fonds liquides, et les produits de placement sociaux peuvent être mesurés et considérés comme une valeur critique des objectifs économiques à atteindre. Cette technologie serait profitable si elle était disponible à plus grande échelle. Les organismes communautaires et les petites et moyennes entreprises ont besoin d'un accès à la formation et aux outils nécessaires pour appuyer leurs placements sociaux. Par exemple, une bonne alimentation devrait réduire les coûts liés aux soins de santé, mais cette affirmation doit s'appuyer sur des preuves « solides ». Les petites organisations ne sont pas en mesure d'entreprendre ce genre d'analyse et ne possèdent pas les connaissances requises pour défendre

leur dossier. Il faudrait créer un projet national pour créer des mesures et partager des outils avec les organismes communautaires.

Contributions non marchandes

Les organismes communautaires sont bien placés pour lutter contre les problèmes qui ne peuvent être résolus par le gouvernement ou le marché. L'importance du rôle de soutien des organismes communautaires gagne du terrain grâce à la reconnaissance de la création par le capital social (réseaux, normes sociales, confiance) et la vie associationnelle des conditions nécessaires à la réussite des réseaux locaux de fabrication, des coopératives, de l'agriculture avec participation communautaire, des marchés agricoles, etc. Ces dernières années, l'aide aux exploitations agricoles et aux organismes communautaires a diminué, au détriment de beaucoup de regroupements d'agriculteurs délaissés par leurs membres, qui consacrent leur temps à chercher des revenus supplémentaires. Les regroupements d'agricultrices du Canada survivent à peine. Ces dernières années, un manque de fonds nécessaires à la construction de ce « capital social » important a réduit leur efficacité. Cette situation doit changer.

Marketing social

Les organismes communautaires intègrent souvent le marketing social à leur travail. Les organismes communautaires jouissent d'une grande confiance du public et jouent ainsi un rôle de premier plan dans la transmission de messages à ce dernier. Pour atteindre ses objectifs, le marketing social emprunte des techniques de marketing. Généralement, ces techniques servent à stimuler les campagnes de sensibilisation au recyclage, à l'exercice physique, à une alimentation saine ou à un changement de comportement. Le soutien aux programmes de marketing social favorisant une alimentation et un style de vie sains établit un lien entre les préoccupations du public concernant l'amélioration de la santé de la population et celles touchant le système alimentaire. Un grand nombre d'organismes communautaires encouragent les consommateurs à faire des choix de vie sensés en matière de santé et d'environnement. L'importance du marketing social est soulignée par l'ajout de la santé dans l'équation alimentaire. Les campagnes de marketing social financées par le gouvernement génèrent des économies pour le gouvernement. Une campagne bien planifiée et financée qui encourage les gens à remettre en question leur poids et leur état de santé en plus de les aider à changer leurs habitudes représenterait un bon investissement. Le programme d'étude « 5-10 » a connu un bon départ dans cette direction, mais n'a pas atteint son objectif. Il faudrait imprimer un nouvel élan au programme avec un partenariat entre le secteur, les organismes communautaires et le gouvernement.

Éducation du public

Les organismes communautaires organisent une panoplie d'activités innovatrices et intéressantes pour orienter le public vers la résurgence de l'agriculture écologique et du système alimentaire. Ces événements et programmes d'éducation et d'orientation constituent de précieux outils qui rapprochent l'agriculteur et le consommateur – un contact qui a presque totalement disparu ces dernières années.

Recommandations des collectivités

Séparer les questions alimentaires des questions agroalimentaires : créer une politique sur les aliments sains

Beaucoup de problèmes sont attribuables au fait que les aliments sont amalgamés aux autres éléments de la politique. Pour comprendre comment favoriser une bonne santé et une saine alimentation au sein de la population, il faut cibler ses efforts. Le Canada a un urgent besoin d'une politique alimentaire intégrée pour :

- établir un cadre stratégique détaillé, interministériel et intergouvernemental afin de créer un système alimentaire sain et durable qui assurerait à tous les citoyens du Canada un accès à des aliments nutritifs;
- atténuer les effets des maladies chroniques, donc réduire les coûts liés aux soins de santé;
- atténuer les effets de la malnutrition et de l'obésité;
- éliminer la faim qui sévit dans les groupes les plus démunis de notre société;
- veiller à ce que les populations vulnérables aient accès à des aliments sains, pas seulement à des aliments bon marché;
- susciter, dans le cadre d'échanges internationaux, des discussions sur le soutien des politiques alimentaires de tous les pays.

Pour atteindre ces objectifs, il faudrait :

- créer un super ministère qui engloberait les préoccupations communes des autres ministères sur l'alimentation, la faim et la souveraineté alimentaire pour les Canadiens;
- soutenir les programmes de marketing social et d'éducation du public qui promeuvent la consommation d'aliments sains pour réduire les coûts liés aux soins de santé et assurer la force des marchés locaux et des producteurs écologiques;
- accorder aux agriculteurs qui produisent de bons aliments destinés à la consommation locale la reconnaissance de leur contribution à la santé de la nation et des besoins économiques dont ils ont besoin pour continuer à créer de tels produits;
- appuyer les écoles et les institutions dans leurs efforts pour éliminer la malbouffe et investir dans la santé en offrant des aliments sains;
- soutenir les populations autochtones dans l'établissement de solides réserves alimentaires autochtones locales;
- interdire les gras trans et les produits insalubres qui élèvent les coûts liés aux soins de santé;
- mettre au point une nouvelle technologie de préservation pour remplacer les agents de

conservation chimiques qui contribuent de plus en plus aux effets négatifs sur la santé;

- centraliser dans un portail l'information destinée aux consommateurs qui se soucient de leur alimentation;
- veiller à ce que la planification préalable aux catastrophes comprenne des réserves alimentaires adéquates.

Séparer la politique sur les aliments locaux de la politique sur les aliments de base et les exportations agroalimentaires

La puissante voix des collectivités demande une localisation ou une régionalisation du système alimentaire afin d'améliorer la santé et d'atténuer les exigences sur l'environnement. Les efforts actuels pour réimplanter le système alimentaire existent au pire dans un vide politique, mais ils sont contrecarrés par des politiques conçues pour soutenir l'agroalimentaire et la production des produits de base destinés à l'exportation. Le Canada a réellement besoin d'un cadre stratégique intégré fondé sur la localisation du système alimentaire en parallèle des politiques qui soutiennent la production des produits de base et de l'exportation.

Il faut donner un accès aux ressources destinées au soutien de la planification du système alimentaire local et régional et à sa mise en œuvre par une collaboration entre les producteurs, transformateurs, consommateurs et groupes de la société civile. Les recommandations qui suivent ont tout pour étoffer la notion de « politique sur un système alimentaire local ».

Prioriser la résolution de la crise des revenus agricoles

- Si les agriculteurs ne peuvent bénéficier d'un contexte économique durable pour produire des aliments pour la population, la santé et la sécurité de notre nation seront menacées. On a rédigé de nombreux rapports et proposé beaucoup d'initiatives stratégiques, mais c'est une approche approfondie et dynamique qui résoudrait le problème à temps et éviterait d'autres pertes. Les agriculteurs qui produisent des aliments sains destinés à la consommation locale ont besoin de stimulants économiques pour faire contrepoids à la politique commerciale et aux pratiques des entreprises transnationales qui nous « balacent » des aliments bon marché.
- Il faut reconnaître l'importance du marché intérieur et abolir les obstacles qui empêchent les producteurs de répondre aux demandes locales.
- Il faut investir dans la reconstruction des infrastructures du système alimentaire local pour offrir des produits à valeur ajoutée aux consommateurs canadiens. La création de chaînes de valeur gérées par la collectivité donnera des résultats justes pour les agriculteurs, les travailleurs agricoles et les collectivités.
- Il faut établir et réglementer des indicateurs géographiques qui appuieront et protégeront les aliments de spécialité régionaux désignés.
- Il faut réintégrer les conseillers agricoles et rendre leurs services accessibles aux producteurs et transformateurs alimentaires urbains et ruraux.

- Il faut lever les obstacles à la conservation des semences par les agriculteurs.
- Il faut reconnaître le rôle des coopératives qui agissent à titre d'entreprises dévouées à la collectivité. Il faut leur offrir un soutien permanent pour faciliter leur travail dans le système alimentaire et la création de produits écologiques à valeur ajoutée.
- Il faut réformer la politique fiscale pour favoriser les pratiques d'agriculture durable et de valorisation des fermes.

Surmonter les défis de l'accès à la terre

- Il faut protéger les terres agricoles à perpétuité.
- Il faut créer des plans de relève dont la grande souplesse faciliterait le retrait de capitaux propres pour les agriculteurs en plus d'aider la relève à reprendre les fermes ou à les acheter.
- Il faut créer des sources de financement qui aideront les organismes communautaires et les coopératives à retenir les terres en fiducie destinées à la production alimentaire.
- Il faut réduire les obstacles à l'agriculture urbaine.

Relancer le système de gestion des approvisionnements

Il faut appuyer les programmes canadiens à offre réglementée à l'échelle de l'OMC et veiller à ce que leur évolution corresponde aux demandes changeantes des consommateurs canadiens. Pour ce faire, un quota sur les spécialités doit être accessible aux produits locaux, biologiques et certifiés écologiques en proportion directe avec la demande des marchés locaux et régionaux. Le quota ne viserait pas à supplanter le quota actuel, mais il serait mieux adapté à la demande croissante et fragmentée des consommateurs en aliments locaux et biologiques de qualité supérieure. Le système de quotas devrait également subir une refonte en fonction de la reconnaissance de la qualité au détriment de la quantité comme facteur important de marché. Les produits canadiens doivent être définis et commercialisés comme « spécialités », et « de haute qualité » au lieu d'être consignés au plus bas dénominateur commun.

Soutenir le développement des micro- et des petites entreprises alimentaires

- Il faut soutenir la création et la croissance décentralisées des micro- et petites entreprises alimentaires avec un programme qui apporterait une aide technique à la production, au marchandisage et à la mise en marché en plus des fonds de lancement patients.
- Il faut réserver des fonds pour aider les micro-, petits et moyens producteurs et transformateurs formant des partenariats de systèmes alimentaires locaux à accéder à un financement qui leur permettrait de se conformer aux règles de sécurité alimentaire lors des étapes de planification et de mise en œuvre de la création d'entreprise.
- Il faut soutenir la commercialisation de produits particuliers à des fins touristiques et pour le marché gastronomique.

- Il faut investir dans les infrastructures régionales (entreposage, réfrigération, congélation et transformation).
- Il faut soutenir la création d'entreprises communautaires rentables de transformation alimentaire.
- Il faut soutenir la création de produits et d'entreprises d'aliments ethniques.

S'attaquer aux faibles salaires et à la déqualification de la main-d'œuvre agricole

- Il faut soutenir la création de coopératives de travailleurs et d'autres stratégies du système alimentaire ou d'agriculture intérieure avec autant de vigueur et de financement que ceux déployés pour attirer les travailleurs d'autres pays.
- Il faut encourager et soutenir les organismes communautaires qui cherchent du travail digne pour leurs membres qui se heurtent à certains obstacles liés au travail les empêchant de participer à des initiatives agricoles et alimentaires.
- Il faut appuyer les programmes favorisant la participation des organismes urbains aux activités liées à l'alimentation et à l'agriculture. Par exemple, la conception de programmes de formation gérés par Service Canada et destinés aux jeunes contribuerait au développement de l'agriculture urbaine.
- Il faut intégrer des normes de travail et environnementales aux normes de certification biologique.
- Il faut veiller à l'accessibilité de la formation, de l'éducation et du soutien aux petites entreprises ainsi qu'aux programmes de développement des collectivités de manière que les gens qui souhaitent mener à bien des projets de création de produits ou de production d'aliments écologiques reçoivent une aide de qualité.

Lutter contre les anomalies du paradigme de sécurité alimentaire

- Il faut instaurer un étiquetage obligatoire des aliments génétiquement modifiés pour satisfaire à la demande des consommateurs qui veulent être maîtres de leurs choix.
- Il faut assurer l'interdiction définitive de la technologie Terminator.
- Il faut aider les installations locales de transformation alimentaire dans la planification et le respect des normes de sécurité alimentaire qui leur ont été imposées.

Promouvoir une durabilité des collectivités rurales

- *Il faut orienter Statistique Canada et les organismes provinciaux de statistiques agricoles pour que leur collaboration facilite l'analyse statistique de l'information utile à la planification des systèmes alimentaires locaux.*
- Il faut s'entendre sur l'utilisation du « triple résultat » (évaluation des objectifs économiques,

sociaux et environnementaux) dans l'évaluation des programmes et services financés par le gouvernement pour qu'ils ne produisent pas par mégarde un effet débilisant sur les collectivités rurales.

- Il faut soutenir un système agricole rentable et de production alimentaire redynamisé afin de réduire le fardeau sur les propriétaires agricoles et de faire en sorte que les entreprises de soutien puissent subsister dans les zones locales.
- La jeunesse rurale a besoin d'options économiques pour envisager une carrière en production agricole et agroalimentaire. Le soutien aux jeunes agriculteurs doit s'étendre à des bourses d'étude, des prêts à l'entreprise et des programmes pour la relève agricole. Il faut également entrer en contact avec les jeunes des milieux urbains. Il faut élaborer des programmes stimulants d'éducation, de formation, de stage et de formation continue liés aux systèmes de production alimentaire écologique.
- Le tour des questions liées au système agricole et alimentaire serait incomplet sans une analyse comparative entre les sexes. La motivation des agricultrices qui cherchent d'autres sources de revenus continus assure la survie de bon nombre d'exploitations. Les femmes qui choisissent une profession agricole ont besoin d'une aide à l'enfance, d'une formation spécialisée, d'aide à la création de produits et services et à la planification d'entreprise et d'un appui pour les regroupements d'agricultrices.
- Des programmes de rapprochement ville-campagne devraient recevoir un soutien pour sensibiliser les enfants, les jeunes et les adultes aux relations à cultiver entre agriculteurs, transformateurs et consommateurs urbains.
- Il faudrait concevoir et lancer des initiatives pour éduquer le public par l'entremise de différents médias.

Reconnaître le rôle des organismes communautaires et de la société civile

- Les organismes communautaires s'attaquent aux problèmes liés à l'alimentation et à la santé, mais ils sont souvent incapables de trouver les ressources nécessaires à la mise en œuvre des plans destinés à résoudre les urgences qui les préoccupent. Cette situation est vécue particulièrement par les collectivités rurales qui ont été réduites par la perte des fermes familiales. Les programmes actuels demandent aux collectivités de trouver elles-mêmes leurs ressources financières et une contribution volontaire pour recevoir des fonds du conseil d'adaptation rurale. Ces fonds ne sont donc pas accessibles aux gens et aux collectivités qui en ont vraiment besoin, même si ces derniers démontrent leur intérêt par un investissement en travail et des plans de changement.
- Les coopératives et les entreprises d'économie sociale s'emploient à résoudre un grand nombre des problèmes soulevés par les questions sur l'alimentation canadienne à l'échelle locale. Ces groupes réussissent toutefois à mettre à contribution un effort communautaire bénévole et à tirer profit d'investissements provenant de sources de financement alternatives. Pour atteindre leur plein potentiel, ces groupes ont un urgent besoin de ressources en développement et en investissement disponibles et adaptées à leurs besoins.

- Il faut reconnaître que les coopératives et les organismes communautaires se dévouent à leur collectivité et qu'ainsi, l'investissement qu'ils reçoivent sert à bâtir un capital sociétal et la force économique de ces collectivités.
- Il faut mettre en œuvre un programme d'inclusion qui veillerait à ce que les programmes d'appui à l'agriculture durable et aux systèmes alimentaires profitent aux gens et aux organismes qui représentent la riche diversité culturelle du Canada.
- Il faut appuyer les initiatives socio-économiques menées partout au Canada, à l'image du programme annoncé récemment au Québec. Il faut faire en sorte qu'un soutien au développement socio-économique soit offert dans le cadre des initiatives en matière d'alimentation écologique et d'agriculture.

Reconnaître les occasions offertes par les changements climatiques en matière de production et de consommation alimentaire

- Il faut soutenir le plan de l'*Alternative Land Use Services* (service d'utilisation plus rationnelle des terres) lancé au Manitoba afin d'offrir une nouvelle source de revenu aux agriculteurs qui investissent dans d'importantes pratiques écologiques au sein de leur exploitation.
- Il faut élaborer des programmes de soutien à la planification de l'autosuffisance énergétique locale et à la planification et la mise en place de l'autosuffisance énergétique dans les exploitations.
- Il faut créer un programme pour faciliter la conception et la commercialisation des technologies appropriées à l'agriculture écologique et à la transformation alimentaire à petite échelle.
- Il faut réagir à la sensibilisation des consommateurs et satisfaire à leurs demandes au moyen de l'éducation et du marketing social dans le but d'éloigner les pratiques de production de la dépendance et de l'énergie bon marché.

Trouver des moyens pour accéder au financement

- Il faut encourager une harmonisation des stratégies de financement alternatif pour soutenir les entreprises d'économie sociale orientées vers l'alimentation.
- Il faut offrir un soutien de réserve pour pertes sur prêts aux placements de fonds locaux destinés aux initiatives en alimentation durable.
- Il faut offrir des crédits d'impôt pour les investissements effectués dans les coopératives, à l'image du Québec.
- Il faut réformer la *Loi sur les coopératives* et la réglementation pour encourager et reconnaître les méthodes d'investissement des membres.
- Il faut mettre en place des programmes de capital patient pour aider les agriculteurs et les transformateurs à se diriger vers la production de produits écologiques. Par exemple, un

programme de développement et de commercialisation de produits agricoles à valeur ajoutée, similaire au Programme d'aide à la formation au capital actuellement élaboré pour le biocarburant, reconnaîtrait cet investissement comme un investissement dans les collectivités rurales.

- Il faut réformer le programme FMCLA pour établir un mandat vaste et souple qui appuierait le développement coopératif dans le secteur des aliments à valeur ajoutée et qui permettrait aux transformateurs et aux agriculteurs de participer au programme.
- Il faut offrir un accès national à un programme de financement des initiatives canadiennes en alimentation et en agriculture durable en partenariat avec des organismes d'aide au développement des collectivités et des programmes de soutien aux petites entreprises urbaines.
- Il faut favoriser le financement pour soutenir la planification et les investissements nécessaires à la création d'usines régionales de transformation des aliments dont la gestion serait assurée localement par la collectivité, des coopératives ou les municipalités, sans possibilité de vente future.
- Il faut assurer la permanence de l'Initiative de développement coopératif pour que ses avantages continuent de soutenir les nouvelles coopératives de produits alimentaires en croissance.
- Il faut offrir des programmes spéciaux d'investissement et de formation aux nouveaux immigrants qui souhaitent travailler en agriculture et en agroalimentaire.

Il faut travailler de concert avec les organismes communautaires et les coopératives pour démontrer aux prêteurs commerciaux le regain d'intérêt pour les aliments écologiques et les produits alimentaires ainsi que leur potentiel de rentabilité